

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 15/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELM - Chaufferie Lafayette

65, rue Saint Jean de Dieu
69007 Lyon

Références : UDR-SSDAS-26-124-ACA
Code AIOT : 0006104159

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement ELM - Chaufferie Lafayette implanté 190/192, Cours Lafayette 69003 Lyon. L'inspection a été annoncée le 17/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre de l'opération régionale relative à la thématique des fluides frigorigènes fluorés chez les détenteurs d'équipements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELM - Chaufferie Lafayette
- 190/192, Cours Lafayette 69003 Lyon
- Code AIOT : 0006104159
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie urbaine ELM pour le site Lafayette est une installation classée pour la protection de l'environnement qui assure la production et la distribution de chaleur et de froid dans les réseaux collectifs pour le compte de la Métropole de Lyon.

Il s'agit d'un site qui relève de la directive sur les émissions industrielles pour les installations de combustion sous le régime de l'autorisation (Rubrique 3110) avec :

Production d'eau surchauffée :

- 4 chaudières (n°1, 2, 5 et 6) au gaz naturel de puissance 18,98 MW, 19,42 MW, 11,71 MW et 50MW,

Appareils destinés aux situations d'urgence ou de secours

- 1 groupe électrogène FOD de 0,46 MW,
- la chaudière FOD (n°4 de secours) de 39,10 MW.

Sont également présentes sur le sites des tours aéroréfrigérantes (rubrique 2921-A, régime de l'enregistrement), des équipements de froids fonctionnant au R134a (rubrique 1185-2-A, régime de la déclaration contrôlée) et une cuve n°1 FOD de 308,25 m³ et une nourrice groupe électrogène FOD de 0,5 m3 représentant un stock total de 300 tonnes (rubrique 4734-2.A, régime de la déclaration contrôlée).

Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Confinement des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3 et 4.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Détection de fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification et connaissance	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.512-47	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des équipements		
2	Contrôle périodique de l'installation	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-56	Sans objet
3	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	Sans objet
6	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	Sans objet
7	Marque de contrôle	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet
8	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	Sans objet
9	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constatations de la présente inspection, l'exploitant assure un suivi perfectible des équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés.

La perte importante de fluide constatée en 2025 sur le groupe froid n°5 en témoigne.

Il est donc demandé à l'exploitant de se réorganiser afin d'éviter que ses équipements fassent à nouveau l'objet de fuites d'une telle ampleur, notamment par la mise en œuvre des actions prescrites dans le rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.512-47
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration conforme
Prescription contrôlée : I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée. II. - Les informations à fournir par le déclarant sont : 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant ;

<p>2° L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;</p> <p>3° La nature et le volume des activités que le déclarant se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 5 octobre 2016 mentionne une quantité totale de 9 300 kg, répartie entre six groupes turbo totalisant 8 600 kg de gaz R134A et un groupe supplémentaire contenant 700 kg de R134A.</p> <p>L'inventaire fourni par l'exploitant recense, quant à lui, sept équipements contenant chacun plus de 2 kg de fluide, pour une quantité totale de 8 920 kg de R134A. Cet inventaire doit être complété avec les numéros de tous les équipements, l'équivalent CO2 et la fréquence de contrôle.</p> <p>Les équipements se trouvent dans le même local.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Contrôle périodique de l'installation

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-56</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Réalisation du contrôle périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66. La demande précise la ou les rubriques de la nomenclature dont relèvent les installations à contrôler ainsi que la date de mise en service de chacune d'elles. [...] La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est soumis au régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la réalisation d'un contrôle périodique ne s'applique donc pas à ce site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Confinement – Carnet d'entretien des équipements

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Article R. 543-82 du code de l'environnement :

L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.

Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis les fiches d'intervention relatives à l'ensemble des équipements contenant des fluides frigorigènes pour les années 2024 et 2025.

L'Inspection a contrôlé par échantillonnage ces fiches d'intervention.

Les fiches examinées sont, dans leur majorité, correctement complétées et signées par l'opérateur ainsi que par le détenteur. Le modèle utilisé correspond au formulaire en vigueur (Cerfa 15497*04).

Lors de la visite, l'Inspection a demandé la présentation d'une fiche d'intervention concernant le groupe froid n° 2 datant de 2021. L'exploitant n'a pas été en mesure de la fournir ; la fiche en format numérique la plus ancienne présentée remonte à mars 2022.

L'Inspection rappelle à l'exploitant son obligation de conserver un exemplaire de chaque fiche pendant une durée minimale de cinq ans à compter de sa date de signature, et de les tenir à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur les équipements ainsi que de l'administration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Confinement des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3 et 4.5

Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des fuites

Prescription contrôlée :

Règlement (UE) 2024/573 Article 4 : [...]3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz.[...]5.Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10

au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci.

Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés - Article 5 V.-Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes :

-dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO2 ;

-dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.

Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés - Article 7 Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Article R. 543-89 du code de l'environnement : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.

Constats :

L'Inspection a relevé plusieurs incohérences et manquements, détaillés ci-après :

Groupe froid n°2

05/01/2024 : constat d'une fuite

02/04/2024 : réparation réalisée près de trois mois après le constat initial, soit au-delà du délai réglementaire de 4 jours ; absence d'information sur une éventuelle recharge de l'équipement

21/01/2025 : fuite constatée et réparation effectuée sur place, sans indication sur la perte/recharge de fluide

16/04/2025 : nouvelle fuite constatée, circuit isolé dans l'attente de réparation

03/06/2025 : réparation et contrôle d'étanchéité réalisés le même jour ; absence de signature du détenteur, intervention hors délai réglementaire, et absence d'information sur une éventuelle recharge en fluide

Par ailleurs, plusieurs fiches présentent des incohérences quant à la présence d'un détecteur permanent de fuites, impactant la fréquence réglementaire des contrôles

Groupe froid n°5

27/12/2024 : fuite constatée nécessitant réparation, sans précision sur les mesures prises dans l'intervalle

05/02/2025 : constat de deux nouvelles fuites à réparer

30/04/2025 : constat d'une fuite supplémentaire, sans indication sur la réparation des

précédentes

18/06/2025 : travaux apparement réalisés suivis d'un contrôle d'étanchéité conforme, mais sans détail sur les interventions ; absence d'information sur une éventuelle recharge en fluide ; délai de six mois après le premier constat de fuite

12/11/2025 : nouvelle fuite constatée, quelles sont les suites données en 2026

Là encore, des incohérences sont relevées sur la présence d'un détecteur permanent de fuites et la fréquence réglementaire des contrôles

Lors de l'inspection, l'exploitant précise que la dernière fuite a été identifiée au cours d'une opération de maintenance : le condenseur endommagé a été réparé, puis le fluide récupéré et stocké sur site dans deux cylindres.

Il mentionne également l'achat d'environ 1000 kg de fluide en vue de la remise en service de l'installation.

L'Inspection rappelle qu'elle doit être informée d'un accident de cette importance, même si, d'après l'exploitant, l'opérateur en avise directement la DREAL. Il appartient à l'exploitant de suivre les interventions réalisées sur ses installations et de signaler tout événement majeur de ce type.

Groupe froid n°7

07/03/2025, une fuite a été détectée, sans qu'aucune information ne soit fournie sur les actions immédiates engagées (isolement, retrait du fluide, ...). L'équipement, d'une capacité de 2288 t éq. CO₂, était déclaré comme étant doté d'un système permanent de détection de fuite

22/05/2025, la fuite a été réparée, soit plus de deux mois après sa détection. L'équipement est alors déclaré sans système permanent de détection de fuite, et aucune recharge de fluide n'est mentionnée

Groupe froid n°9

Des incohérences similaires apparaissent dans les fiches concernant la présence d'un détecteur permanent de fuites et, par conséquent, la fréquence des contrôles réglementaires.

L'Inspection rappelle que :

Conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016, toute présomption de fuite de fluide frigorigène doit donner lieu à une recherche de fuite par une méthode de mesure directe :

- dans un délai de douze heures lorsque la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO₂ ;**
- dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.**

Conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016, des mesures doivent être mises en œuvre pour faire cesser toute fuite dans un délai maximal de quatre jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité. À défaut, l'équipement doit être mis à l'arrêt puis vidangé dans ce même délai par un opérateur titulaire d'une attestation de capacité.

Conformément à l'article 10 du règlement (UE) 2024/573, les exploitants doivent veiller à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée, au plus tôt après 24 heures de fonctionnement et au plus tard dans un délai d'un mois suivant la réparation, afin d'en vérifier

l'efficacité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En conséquence, l'Inspection demande à l'exploitant, dans un délai de trois mois : <ul style="list-style-type: none"> • de transmettre l'ensemble des éléments et explications permettant de justifier les actions entreprises à la suite des constats de fuite sur les 4 groupes contrôlés pour les années 2024 et 2025 ; • de vérifier avec rigueur les interventions réalisées (et le détail des actions menées : vidange de l'équipement, isolement du circuit, ...) par l'opérateur et de veiller au respect des délais réglementaires, notamment pour la réalisation des réparations et des contrôles d'étanchéité post-intervention ; • de mettre en place un suivi précis des fuites, des travaux à réaliser et des réparations effectuées ; • concernant le groupe froid n°5, transmettre l'ensemble des éléments liés à la fuite sur l'équipement et à sa remise en service y compris les fiches d'intervention de 2026 et préciser la quantité exacte de fluide perdu lors de la fuite détectée le 12/11/2025. Une chronologie des actions réalisées depuis la découverte de la fuite est également demandée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Détection de fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Présence d'un système de détection de fuite
Prescription contrôlée : Règlement (UE) 2024/573 - Article 6 - Systèmes de détection des fuites : 1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien. [...] 3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement. Arrêté du 29 février 2016 - Article 3 : I. Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de

fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :

-50 grammes par heure ;

-10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

II. Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous : -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement. L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte. [...]. III. Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants : a) La pression ; b) La température ; c) Le courant du compresseur ; d) Les niveaux de liquides ; e) Le volume de la quantité rechargée. Le système permanent de détection de fuite est relié à une alarme informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté. L'exploitant prévoit des mesures correctives afin de détecter au plus vite et limiter les fuites. Il réalise les contrôles d'étanchéité, prévus à l'article 1er, par une méthode de mesure directe à la périodicité prévue à l'article 4. L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions prévues au I et II du présent article ainsi que les mesures correctives qu'il met en œuvre afin de détecter au plus vite et limiter les fuites.

Constats :

L'installation comprend sept groupes froids, dont six présentent un équivalent CO₂ supérieur à 500 tonnes. L'exploitant a indiqué que tous les équipements étaient dotés d'un dispositif fixe de détection des fuites. L'Inspection rappelle toutefois la nécessité de vérifier avec rigueur les fiches d'intervention sur ce point.

La surveillance repose sur une mesure directe de la concentration dans l'air au voisinage des installations, à l'aide d'un détecteur de marque Oldham positionné en partie basse, avec un report des alarmes en salle de contrôle. Néanmoins, ce dispositif apparaît insuffisant au regard de la perte d'environ 1000 kg de fluide constatée sur le groupe froid n°5.

Enfin, l'exploitant a présenté en séance un rapport de vérification établi par la société GFG France en date du 14/01/2026, concluant au bon fonctionnement des détecteurs et du système d'alarme visuel et sonore.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un an, l'exploitant renforce sensiblement son système de détection permanent,

conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016, pour les six équipements concernés. Un système reposant sur une méthode indirecte pourrait être utilement déployé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5
Thème(s) : Produits chimiques, Fréquence des contrôles périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2024/573 : Article 5 :</p> <p>1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité. Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :</p> <p>a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I; ou b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.</p> <p>[....]</p> <p>2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:</p> <p>a) équipements de réfrigération ; b) équipements de climatisation ; c) pompes à chaleur ; d) équipements de protection contre l'incendie ; e) cycles organiques de Rankine ; f) appareils de commutation électrique.</p> <p>3. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements mobiles ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II:</p> <p>a) unités de réfrigération des camions frigorifiques et remorques frigorifiques ;</p> <p>[....]</p> <p>6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :</p> <p>a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la</p>

<p>section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt- quatre mois;</p> <p>b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO2 ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;</p> <p>c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO2 ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a relevé que la périodicité des contrôles d'étanchéité n'a pas été respectée pour le groupe froid n°2 en 2024, avec des interventions réalisées le 05/01/2024 et le 02/04/2024, cette dernière faisant suite à une fuite. Or, ce groupe doit faire l'objet d'une vérification semestrielle. En revanche, les fiches d'intervention examinés pour les groupes 5, 7 et 9 montrent une conformité aux exigences, avec des intervalles parfois même plus rapprochés que ceux requis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Marque de contrôle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Marque de contrôle à apposer</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 6 :</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 7 : Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si</p>

<p>l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté que les équipements respectent les dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 29 février 2016 en matière d'apposition des vignettes de contrôle d'étanchéité visibles et à jour.</p> <p>Le groupe 5, en attente de réparation, présentait deux macarons rouges datés du 12/11/2025 et du 18/02/2026, liés aux fuites au niveau des bouchons de l'évaporateur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Attestations des opérateurs

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R. 543-78 du code de l'environnement :</p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p>

<p>Article R. 543-79 du code de l'environnement :</p> <p>Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a vérifié, via le site de l'ADEME, que l'opérateur intervenant pour le compte de l'exploitant, JCI Industries (Meyzieu, 69), dispose bien de la certification requise pour les opérations sur les circuits frigorifiques.</p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre, dans un délai d'un mois, l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99, afin d'en vérifier la validité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un mois, l'exploitant transmet l'attestation de capacité de l'opérateur JCI Industries.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Interdiction de certains fluides frigorigènes en réfrigération</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement 2024/573 :</p> <p>Article 13 - Restrictions d'utilisation ;</p> <p>[....]</p> <p>3.</p> <p>L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.</p> <p>Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C.</p> <p>Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :</p> <p>a)</p> <p>les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;</p> <p>b)</p> <p>les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement</p>

planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.

Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone :

1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.

Constats :

L'exploitant respecte les dispositions de l'article 13 du règlement (UE) 2024/573 et de l'article 4 du règlement (UE) 2024/590 et n'utilise pas de fluides concernés dans ses équipements.

Type de suites proposées : Sans suite